

## **35th Session of the UN Human Rights Council**

### **ITEM 10 – ID on the Democratic Republic of the Congo**

**Geneva - 20th June 2017**

M. le Président,

Dominicans for Justice and Peace remercie le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme pour sa mise à jour sur la situation en République Démocratique du Congo (RDC), qui nous préoccupe aussi vivement. Les communautés dominicaines dans de nombreuses régions du pays observent une situation qui se détériore toujours un peu plus.

Les différents conflits qui secouent le pays ne cessent de prendre des vies chaque jour. Les populations déplacées sont de plus en plus importantes, du fait notamment de la famine généralisée, des violences et des viols perpétrés tant par les forces de l'ordre que des forces étrangères d'occupation et des milices privées. A ce sujet, les violences sexuelles et les viols à l'égard des femmes, fillettes et garçons font l'objet d'une banalisation sans précédent.

D'autre part, l'insécurité montante dans les provinces du Kasai Central et Oriental, notamment avec les affrontements entre les FARDC et la milice Kamuina Nsapu, vient assombrir le tableau d'un pays déjà sérieusement déstabilisé.

L'aggravation de l'instabilité dans le pays s'explique également par les sérieuses restrictions de l'espace démocratique, notamment depuis le report des élections nationales prévues en 2016. Le processus électoral reste incertain à ce jour et se caractérise par un manque profond de transparence. Nombreux sont les acteurs politiques détenus arbitrairement. Les manifestations sont interdites et parfois excessivement réprimées. De nombreux médias sont fermés à ce jour.

M. le Président,

Au regard de ce qui précède, personne ne peut rester indifférent. La communauté internationale, notamment le Conseil des droits de l'homme, doit faire pression auprès des autorités congolaises pour que celles-ci assurent la tenue des élections dans les délais impartis selon l'accord du 31 décembre.

Nous soutenons également l'appel urgent du Haut Commissaire pour que soit créée une enquête internationale crédible et transparente sur les violations graves des droits de l'homme dans les provinces du Kasai Central et Oriental.

Finalement, nous encourageons les structures étatiques congolaises à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une protection effective et un réel soutien des personnes déplacées.

Merci M. le Président.

**Oral Statement submitted by**

**Dominicans for Justice and Peace : Order of Preachers**